

# Le Pakistan est-il préparé ?

## La résilience du Pakistan aux catastrophes naturelles un an après les inondations

www.oxfam.org  **Oxfam**

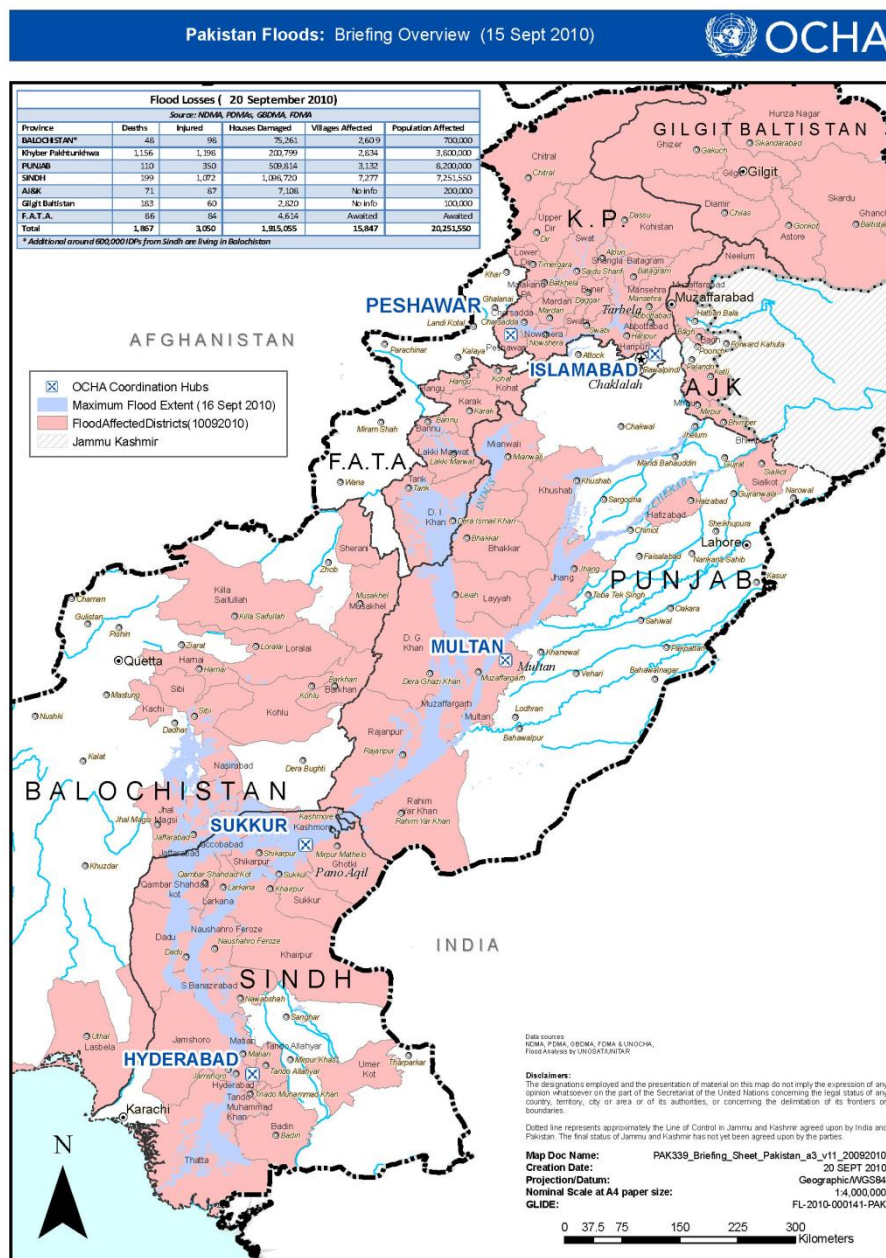


Farzana Bibi met son mobilier à l'abri sur une plate-forme, car elle craint que les inondations frappent bientôt son village, Khan Chandi, Pendjab du sud.  
©Caroline Gluck, juin 2011

Les inondations qui ont frappé le Pakistan en 2010 étaient les pires de toute l'histoire du pays. L'intervention humanitaire a permis de limiter le nombre de décès immédiats et d'apporter une aide à des millions de personnes. Des résultats remarquables, bien que perfectibles : plus de 800 000 familles ne disposent toujours pas d'un abri permanent et plus d'un million de personnes dépendent de l'aide alimentaire. Une réponse à ces besoins en souffrance doit être trouvée de toute urgence.

Alors que le Pakistan essuie une autre saison des moussons et s'expose à de nouvelles catastrophes, le pays n'est pas préparé. De nombreux facteurs ayant entravé l'aide et les efforts de reconstruction sont toujours présents, tels qu'un système inadéquat de gestion des catastrophes et un manque de leadership et de coordination dans l'aide d'urgence. Ces problèmes institutionnels doivent être résolus au plus tôt. L'État et les bailleurs de fonds doivent investir massivement dans des mesures destinées à réduire les risques de catastrophes naturelles, telles que des systèmes d'alerte précoce améliorés, une meilleure gestion des inondations et des constructions plus résilientes. Ils doivent également lutter contre les inégalités sociales sous-jacentes qui rendent les populations vulnérables aux catastrophes naturelles par le biais d'un programme de développement national en faveur des pauvres. Tout investissement consacré à la réduction des risques et à la préparation aux catastrophes permet non seulement de sauver des vies et d'épargner des moyens de subsistance, mais également d'atténuer l'impact économique des catastrophes.

## Étendue des inondations de 2010



**PAK339**

Source : OCHA

## Abréviations et acronymes

ADB	Asian Development Bank (Banque de Développement Asiatique)
CBDRM	Community-Based Disaster Risk Management (Gestion des risques de catastrophes naturelles au niveau des communautés)
CCI	Council of Common Interests (Conseil des intérêts communs)
CNIC	Computerised National Identity Card (Carte d'identité nationale informatisée)
DCO	District Co-ordination Officer (Responsable de la coordination du district)
DDMA	District Disaster Management Authority (Agence de gestion des catastrophes pour le district)
DFID	Department for International Development (Ministère du Développement international), Royaume-Uni
DIPECHO	Disaster Preparedness ECHO (Programme de préparation aux catastrophes du département d'aide humanitaire de la Commission européenne)
DNA	Damage and Needs Assessment, document « Pakistan Floods 2010: Preliminary Damage and Needs Assessment » (rapport de la Banque asiatique de développement, de la Banque mondiale, et de l'État pakistanais)
DRM	Disaster Risk Management (Gestion des risques de catastrophes naturelles)
DRR	Disaster Risk Reduction (Prévention des risques de catastrophes naturelles)
ERRA	Earthquake Reconstruction and Rehabilitation Authority (Autorité chargée du relèvement et de la reconstruction après le séisme)
ERWG	Early Recovery Working Group (Groupe de travail pour un relèvement précoce)
FATA	Federally Administrated Tribal Areas (Zones tribales sous administration fédérale)
FFC	Federal Flood Commission (Commission fédérale chargée des inondations)
GAM	Global Acute Malnutrition (Taux de malnutrition aiguë globale)
GoP	Government of Pakistan (État pakistanais)
HFA	Hyogo Framework for Action (Cadre d'action de Hyogo)
PDI	Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays
IFI	Institutions financières internationales
KPK	Khyber Pakhtunkhwa
NDMA	National Disaster Management Authority (Agence nationale de gestion des catastrophes)
NDRMF	National Disaster Risk Management Framework (Cadre national de gestion des risques de catastrophes naturelles)
PDMA	Provincial Disaster Management Authority (Agence provinciale de gestion des catastrophes)
PDMC	Provincial Disaster Management Commission (Commission provinciale de gestion des catastrophes)

PKR	Roupiés pakistanaises
PMD	Pakistan Meteorological Department (Service météorologique du Pakistan)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UNICEF	United Nations International Children's Fund (Fonds international des Nations Unies pour l'enfance)
USAID	United States Agency for International Development (Agence des États-Unis pour le développement international)
WAPDA	Water and Power Development Authority (Autorité du développement de l'eau et de l'énergie)
PAM	Programme alimentaire mondial
OMS	Organisation mondiale de la santé
« Clusters »	Fait référence au mécanisme de coordination en matière d'aide humanitaire. Il se compose de plusieurs secteurs (« nourriture », « eau et assainissement ») appelés « clusters ».

Équivalent devise : 1 USD = 85,89 PKR ([www.xe.com](http://www.xe.com), au taux de conversion en vigueur le 12 juillet 2011)

# Résumé

Les inondations qui ont frappé le Pakistan en 2010 étaient les pires de toute l'histoire du pays. On estime qu'elles ont affecté 20 millions de personnes, causant 1 985 décès et blessant 2 964 personnes. Quelque 1,6 million de foyers ont été endommagés ou détruits, et plus de 5 millions de personnes ont perdu leur emploi. Les dégâts causés aux cultures agricoles, aux systèmes d'irrigation et à l'infrastructure sont très importants. La croissance économique a connu un ralentissement de 2 % l'année dernière.<sup>1</sup>

N'importe quel Etat aurait été totalement dépassé face une urgence d'une telle ampleur. Les représentants des autorités pakistanaïses, les organisations de la société civile, la communauté d'aide internationale, les bailleurs de fonds privés et institutionnels, les acteurs militaires et les particuliers ont pourtant su limiter le nombre de décès, offrir nourriture, eau, abri et fonds à des millions de victimes des inondations et empêcher toute crise sanitaire majeure. Mais l'actuelle volatilité économique, environnementale et sociopolitique du Pakistan a compliqué la mise en place d'une aide aussi importante.

Un an après ces inondations, on constate encore d'importantes lacunes au niveau des besoins inhérents aux processus de relèvement post-inondations, si bien que des centaines de milliers de personnes ne disposent toujours pas d'un abri permanent. Plusieurs millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire. Celles qui ne possédaient ni outils ni graines, ou qui ne pouvaient accéder aux terres, n'ont pas pu planter ni récolter. Avec peu d'opportunités d'emplois disponibles et une flambée des prix des denrées alimentaires, leur aptitude à subvenir à leurs besoins via le processus de relèvement est remise en question. Les femmes ont lutté pour bénéficier d'une aide et sont encore affectées de manière disproportionnée. Des milliers de personnes ne sont pas retournées dans leurs villages et vivent dans des camps de fortune dans des zones urbaines, sans aide ni mesure pour les intégrer dans la société. L'appel des Nations Unies alloue un financement de 600 millions de dollars au soutien des activités de relèvement précoce. Des fonds sont requis dans des domaines clés comme le logement et l'agriculture afin de rendre son autonomie à la population.

Les communautés résilientes qui se battent pour s'en sortir doivent aujourd'hui gérer une nouvelle saison des moussons et sont exposées au risque de connaître davantage de catastrophes naturelles à l'avenir, car le changement climatique augmente la prévalence de conditions météorologiques extrêmes. Le Pakistan n'est tout simplement pas suffisamment préparé pour y faire face. La majeure partie du pays n'est toujours pas couverte par des systèmes d'alerte précoce et les infrastructures de protection contre les inondations (digues, murs de protection, canaux, par exemple) dégradées par la catastrophe de 2010 n'ont pas été réparées. Même si les précipitations sont plus modérées cette année, le risque d'inondations reste élevé et de nombreux villages sont déjà sous les eaux.

Les actions permettant d'atténuer l'impact potentiel des inondations avant leur survenue et l'apport d'une intervention humanitaire efficace, appropriée, impartiale et en temps voulu ont été entravés par une négligence de longue date des inégalités sociales, une préparation insuffisante de l'État face aux catastrophes, un système de gestion inadéquat des catastrophes naturelles, un manque de leadership et de coordination dans l'aide d'urgence et les mandats et des missions qui se recoupent entre les différents acteurs.



Les inondations ont mis au jour un besoin vital de réévaluer les facteurs sous-jacents de la vulnérabilité qui transforment les catastrophes naturelles en désastres pour l'homme et empêchent tout relèvement rapide.<sup>2</sup> On peut notamment citer la malnutrition très répandue, les niveaux d'extrême pauvreté, un accès inadéquat à l'éducation, le phénomène des sans-terres, la discrimination contre les femmes et les minorités, et les différents conflits qui privent certaines populations de l'aide humanitaire. Si ces facteurs ne sont pas pris en compte dans un programme national de développement et de reconstruction favorisant les plus pauvres, ils continueront de saper les efforts réalisés pour améliorer la résilience du Pakistan aux prochaines catastrophes et la capacité du pays à se développer. Il est indispensable de soutenir la résilience des communautés les plus vulnérables afin d'optimiser les efforts de reconstruction.

Pour progresser en ce sens, l'État pakistanais doit investir massivement et durablement, avec le soutien des bailleurs de fonds. Les objectifs internationaux approuvés en termes de prévention des risques de catastrophes naturelles incluent l'affectation d'au minimum 10 % de l'ensemble des projets de financement humanitaire, de reconstruction post-catastrophe et de relèvement à la prévention des risques de catastrophes naturelles, et d'1 % des budgets de développement au sens large. Toutes les stratégies de développement publiques doivent désormais intégrer systématiquement les questions d'adaptation au changement climatique et de prévention des risques de catastrophes naturelles (DRR) afin de relever les défis d'un environnement changeant. Ces actions peuvent concorder avec les engagements pris par le pays lors du Cadre d'action de Hyogo.<sup>3</sup>

Ces dernières années, les autorités pakistanaises ont pris des mesures positives en créant des institutions et un cadre de gestion des risques de catastrophes naturelles, même s'il reste un long chemin à parcourir. Le Pakistan a déjà élaboré des politiques ; il est désormais essentiel de convertir ces dernières en systèmes de gestion des catastrophes efficaces, notamment au niveau communautaire, afin de réduire les risques et d'aider les personnes à s'en sortir en cas de crise. Cela requiert un investissement durable, avec la mobilisation de ressources nationales obtenues en élargissant urgemment la base de contribuables (actuellement, seulement 2 % de la population paient des impôts sur le revenu) sans pour autant affecter les plus pauvres de manière disproportionnée.<sup>4</sup>

De meilleures mesures pour réduire le risque de survenue de catastrophes naturelles permettent non seulement d'éviter des décès, des dommages et une situation de détresse, mais présentent également un intérêt économique très important. Entre 2005 et 2009, les catastrophes naturelles ont coûté au Pakistan au moins 5 milliards de dollars.<sup>5</sup> La reconstruction devrait quant à elle coûter jusqu'à 10,9 milliards de dollars, soit quasiment un quart du budget national.<sup>6</sup> La Banque mondiale et la Banque asiatique de développement (ADB) estiment pourtant qu'un investissement initial de l'État de seulement 27 millions de dollars permettrait de réduire considérablement les pertes provoquées par de prochaines catastrophes. À titre de comparaison, le Pakistan a affecté une somme supérieure pour payer les dépenses de l'Assemblée nationale des deux dernières années.<sup>7</sup> Cet investissement initial, suivi d'une affectation durable des ressources, pourrait inclure la réorganisation des organismes parallèles existants œuvrant dans la gestion des risques de catastrophes naturelles et fournir assistance et soutien matériel aux 30 districts les plus vulnérables, ainsi qu'une cartographie des risques d'inondations à long terme.<sup>8</sup>

En amont des prochaines crises, il convient de clarifier de toute urgence les rôles et responsabilités des acteurs de l'État aux niveaux du district, provincial et fédéral, notamment à la lumière de la décentralisation des responsabilités mandatée par le 18<sup>e</sup> amendement de la constitution.<sup>9</sup> Toutefois, les catastrophes et les urgences ne respectent pas les frontières locales. Le Pakistan doit être en mesure de répondre de façon coordonnée et sur l'ensemble de son territoire si des catastrophes naturelles majeures se produisent.

Un leadership fort des bailleurs de fonds est également requis pour s'assurer que des progrès sont réalisés dans le renforcement des mesures concernant la prévention des risques de catastrophes naturelles et l'adaptation au changement climatique dans la reconstruction post-inondation. Un financement pluriannuel durable doit être consacré à mieux préparer le Pakistan aux catastrophes naturelles se produisant sur son territoire. Parallèlement, les demandes changeantes d'une population à forte croissance et dont les besoins en développement ne sont pas satisfaits doivent être reconnues et l'aide au développement doit se poursuivre.

Les relations entre les agences des Nations Unies d'une part et entre les Nations Unies et l'État pakistanais d'autre part ont également été mises sous pression par la transition rapide d'un système de coordination à un autre au cours de la réponse humanitaire fournie. Cette transition a apporté un changement au niveau des responsabilités générales, ainsi que des secteurs clés comme le logement. Les agences des Nations Unies doivent envisager la future coordination humanitaire au Pakistan en définissant de nouvelles orientations favorisant une approche plus intégrée en partenariat avec les structures de l'État pakistanais.

Le présent rapport ne fournit pas une évaluation exhaustive de la réponse apportée aux inondations à ce jour, mais analyse son impact, notamment sur les communautés les plus vulnérables, ainsi que le rôle des structures institutionnelles du pays en termes de gestion des catastrophes. Il suggère ensuite les étapes à suivre pour protéger davantage les citoyens pakistanais si de nouvelles catastrophes frappent le pays.

## Recommandations

**Le gouvernement fédéral pakistanais doit :**

- **S'assurer que les besoins des victimes des inondations en termes de relèvement précoce soient satisfaits en investissant dans les ressources appropriées**, en soutenant notamment le logement et l'agriculture.
- **Sauver des vies et réaliser des économies grâce à un investissement initial de 27 millions de dollars dans des mesures de prévention des risques de catastrophes naturelles**, notamment en réorganisant et en renforçant les agences de gestion des catastrophes et en cartographiant les zones inondables. Cela permettrait d'éviter de dépenser de façon répétée dans des réponses d'urgence bien plus coûteuses. Cette approche doit être associée à un investissement durable sur le long terme en vue de réduire les risques, avec notamment 1 % du budget national total consacré au développement affecté à la prévention des risques de catastrophes naturelles (à prélever par exemple sur l'augmentation réalisée sur les recettes fiscales).

- **Définir les mandats, les rôles et les responsabilités des organismes gouvernementaux en charge de la préparation et de la gestion des catastrophes, ainsi que de la reconstruction aux niveaux du district, provincial et fédéral.** Cela doit garantir une coordination efficace entre les institutions gouvernementales pakistanaises et les différents acteurs internationaux lors des phases de réponse, de relèvement et de reconstruction.
- **Mettre à jour le programme national de gestion des inondations, simplifier et optimiser les systèmes d'alerte précoce, identifier des zones de rupture de sécurité et limiter les risques en réparant de toute urgence les systèmes de protection contre les inondations.**
- **Réduire la vulnérabilité aux crises.** L'État pakistanais doit coordonner en priorité un programme de développement et de reconstruction en faveur des pauvres à la fois transparent et responsable, et incluant les réformes requises pour lever les facteurs de vulnérabilité sous-jacents auxquels sont confrontés les femmes, les sans-terres, les communautés isolées et les minorités. Ce programme doit s'inspirer des principes de prévention des risques de catastrophes naturelles et d'adaptation au changement climatique.
- **Écouter les préoccupations des citoyens pakistanais** en veillant à consulter la société civile et les communautés affectées (notamment les femmes) sur les thèmes de la préparation aux catastrophes, de la réponse à apporter et de la reconstruction sur le long terme.

**Les autorités provinciales doivent s'engager dans la gestion des catastrophes et la reconstruction :**

- **En soutenant les nouveaux rôles et responsabilités des agences provinciales de gestion des catastrophes (PDMA).** Les autorités provinciales doivent investir pour mettre en place un personnel permanent bien formé et au clair sur les rôles et responsabilités de chacun.
- **En privilégiant la préparation aux catastrophes,** en veillant à la mise en place de plans d'intervention réalistes et à la réparation et à l'entretien adéquats des principales infrastructures dédiées à la protection contre les inondations.
- **En investissant au niveau communautaire,** en mettant en place un programme de gestion des risques de catastrophes naturelles au niveau des communautés (CBDRM) qui renforce la participation et encourage l'appropriation locale des initiatives CBDRM.
- **En organisant des élections à l'échelle locale** pour favoriser la représentation et renforcer la redevabilité des communautés locales
- **En faisant preuve d'une vision à long terme en veillant à ce que les programmes de développement et de reconstruction privilégient la prévention des risques de catastrophes naturelles et l'adaptation au changement climatique,** et en plaçant au cœur de ces programmes les besoins des communautés les plus vulnérables, notamment ceux des femmes. Un investissement dans des moyens de subsistance durables et dans l'économie locale permettra d'atteindre cet objectif.

**Les donateurs internationaux doivent optimiser la rentabilité de l'aide :**

- **En consolidant les dépenses existantes consacrées à l'aide en comblant les lacunes actuelles des phases de relèvement précoce et de reconstruction partout sur le territoire, en fonction des besoins.**



- **En plaçant les principes de prévention des risques de catastrophes naturelles et d'adaptation au changement climatique au cœur des stratégies du pays** pour l'aide et le développement, conformément à la tribune mondiale sur la gestion des risques, en consacrant notamment à la prévention des risques de catastrophes naturelles au moins 10 % des dépenses totales dédiées à l'aide humanitaire et au relèvement.
- **En soutenant l'État pakistanais pour qu'il remplisse ses obligations vis-à-vis du Cadre d'action de Hyogo en renforçant les capacités nationales et en encourageant un investissement plus soutenu dans la gestion des risques de catastrophes naturelles au niveau des communautés (CBDRM).** Pour garantir la durabilité, les bailleurs de fonds doivent s'engager à plus long terme dans le cadre d'un financement pluriannuel.
- **En soutenant le leadership de l'État pakistanais au niveau de l'aide humanitaire et du relèvement précoce,** tout en encourageant la redevabilité envers les victimes et en reconnaissant la nécessité d'améliorer la coordination, notamment à l'échelle des districts.

**Les Nations Unies doivent démontrer leur aptitude à tirer des enseignements et à se tourner vers l'avenir :**

- **En réorientant leur approche** pour garantir de meilleures performances en termes d'intégration, de flexibilité et de coordination entre le système de clusters et l'État pakistanais pour les réponses futures, en dehors des situations de conflits.
- **En veillant à ce que l'ensemble du personnel connaisse et comprenne les mesures de prévention des risques de catastrophes naturelles,** ainsi que les normes et principes humanitaires de base.
- **En assurant une coordination efficace avec les structures de gestion des catastrophes aux niveaux du district, provincial et fédéral** et en s'engageant à renforcer et à institutionnaliser ces structures en y apportant ressources et soutien technique.

**Les ONG doivent aider le Pakistan à construire une résilience sur le long terme :**

- **En réduisant la vulnérabilité grâce à l'intégration des principes de prévention des risques de catastrophes naturelles** dans les projets et en renforçant la capacité en matière de prévention des risques de catastrophes naturelles au sein des organisations locales
- **En renforçant les liens entre la réponse d'urgence, la reconstruction** et les programmes de réponse et de préparation, et en développant des mécanismes de redevabilité afin de s'assurer de recourir aux meilleures pratiques.
- **En s'engageant au service d'une transparence absolue** et à faire preuve de redevabilité sur les actions menées en publiant leurs rapports financiers.

**Les médias pakistanais peuvent soutenir ces efforts visant à réduire les impacts des prochaines catastrophes :**

- **En sensibilisant le public** à l'importance de la préparation, de la réponse et du relèvement suite à une catastrophe, en intégrant ces points dans les informations qu'ils diffusent, notamment à la télévision.

# Notes

<sup>1</sup> Ministre des Finances, discours budgétaire, juin 2011.

<sup>2</sup> Le programme de reconstruction national du Pakistan suite aux inondations reconnaît ce revers, mais stipule que le pays reste fermement engagé dans la réalisation des OMD d'ici 2015 (1.2). Commission de planification de l'État pakistanais, unité de reconstruction suite aux inondations (2011), « National Flood Reconstruction Plan 2010 », 23 février 2011.

<sup>3</sup> En 2005, 168 États ont adopté un plan décennal appelé le Cadre d'action de Hyogo. Il se base sur la réalisation de cinq actions prioritaires d'ici 2015 visant à rendre les pays plus résilients et mieux préparés face aux chocs environnementaux.

<sup>4</sup> Au cours des quatre dernières années, le Pakistan n'a atteint aucun de ses objectifs en matière de dépenses et d'imposition. Les recettes fiscales globales ont chuté à 9,8 % du PIB pour l'année fiscale 2011 (par rapport aux 10,2 % de l'année fiscale 2010) et le pays présente l'un des rapports impôts/PIB les plus faibles au monde. Le programme de réformes présenté par l'État pakistanais pour son budget 2012 vise à simplifier le système fiscal et à élargir la base de contribuables, conformément aux recommandations du rapport sur les politiques fiscales de la Banque mondiale. « Pakistan's FY12 budget – Resource constraints bite », analyse par la banque Standard Chartered, 7 juin 2011.

<sup>5</sup> Chiffres extraits du document « Post Earthquake Damage Needs Assessment » de la Banque asiatique de développement (12 novembre 2005) qui estime le coût de la reconstruction à 5,2 milliards de dollars et du document « Post Cyclone and Floods Damage Needs Assessment in Baluchistan and Sindh » (2007) de la Banque asiatique de développement, ajoutant encore 674 millions de dollars à cette somme. Même s'il ne s'agit pas d'une catastrophe naturelle, il convient de préciser que le poids financier de la reconstruction suite au conflit tel qu'indiqué dans le document « Post Conflict Damage Needs Assessment » de la Banque asiatique de développement (décembre 2009) était de 1,08 milliard de dollars.

<sup>6</sup> Ce chiffre est extrait du document « Pakistan Floods 2010: Preliminary Damage and Needs Assessment » de l'État pakistanais, de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement (novembre 2010). Le nouveau budget de l'année fiscale 2011/12 est de 43 milliards de dollars, comme annoncé par le ministre des Finances en juin 2011.

<sup>7</sup> Les dépenses de l'Assemblée nationale allouées aux 432 membres du Parlement s'élèvent à 36 millions de dollars dans les budgets 2009/2010 et 2010/2011.

<sup>8</sup> Document « Pakistan Floods 2010: Preliminary Damage and Needs Assessment » de l'État pakistanais, de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement (novembre 2010), Annexe 2 sur la gestion des risques de catastrophes naturelles.

<sup>9</sup> Décrit comme un consensus historique avec un impact à fortes répercussions sur la façon dont les relations entre le gouvernement fédéral et les provinces sont gérées. Pakistan Institute of Legislative Development and Transparency (PILDAT), document d'information n° 36 : « Impact of the 18th Constitutional Amendment on the Federation Province Relations », juillet 2010.

© Oxfam International, juillet 2011

Ce document d'information a été rédigé par Arif Azad et Helen McElhinney. Oxfam remercie ses collaborateurs, notamment Shaheen Chughtai, Javeria Afzal, Noreen Khalid, Neva Khan, Wajiha Anwar, Iftikar Khalid, Michel Anglade, Mubashir Akram, Caroline Gluck, Rebecca Wynn, Kate O'Rourke, Debbie Hillier, Michael Bailey et Aimee Ansari pour leur assistance dans sa réalisation. Ce rapport fait partie d'une série de textes sur le Pakistan écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Ce document est protégé par droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source.. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : [publish@oxfam.org.uk](mailto:publish@oxfam.org.uk).

Pour toute information sur les questions soulevées dans ce document, veuillez envoyer un courrier électronique à : [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org).

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam Grande-Bretagne pour Oxfam International sous le numéro ISBN 978-1-84814-927-4 en juillet 2011. Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

## Oxfam

Oxfam est une confédération internationale de 15 organisations qui travaillent ensemble dans 98 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice :

Oxfam Amérique ([www.oxfamamerica.org](http://www.oxfamamerica.org)),  
Oxfam Australie ([www.oxfam.org.au](http://www.oxfam.org.au)),  
Oxfam-en-Belgique ([www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be)),  
Oxfam Canada ([www.oxfam.ca](http://www.oxfam.ca)),  
Oxfam France ([www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org)),  
Oxfam Allemagne ([www.oxfam.de](http://www.oxfam.de)),  
Oxfam Grande-Bretagne ([www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk)),  
Oxfam Hong Kong ([www.oxfam.org.hk](http://www.oxfam.org.hk)),  
Intermon Oxfam (Espagne) ([www.intermonoxfam.org](http://www.intermonoxfam.org)),  
Oxfam Irlande ([www.oxfamireland.org](http://www.oxfamireland.org)),  
Oxfam Mexique ([www.oxfammexico.org](http://www.oxfammexico.org)),  
Oxfam Nouvelle-Zélande ([www.oxfam.org.nz](http://www.oxfam.org.nz)),  
Oxfam Novib (Pays-Bas) ([www.oxfamnovib.nl](http://www.oxfamnovib.nl)),  
Oxfam-Québec ([www.oxfam.qc.ca](http://www.oxfam.qc.ca))

Les organisations suivantes, actuellement membres observateurs d'Oxfam, travaillent vers une affiliation complète :

Oxfam Inde ([www.oxfamindia.org](http://www.oxfamindia.org))  
Oxfam Japon ([www.oxfam.jp](http://www.oxfam.jp))  
Oxfam Italie ([www.oxfamitalia.org](http://www.oxfamitalia.org))

N'hésitez pas à contacter les organisations répertoriées ci-dessus, par téléphone ou par courrier, pour toute information complémentaire. Vous pouvez également vous rendre sur : [www.oxfam.org/fr](http://www.oxfam.org/fr). Courriel : [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)

[www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)

